

Abolition

Politiques, pratiques, promesses

Angela Y. Davis

Abolition

Politiques, pratiques, promesses

VOLUME I

Traduit de l'anglais (États-Unis)

par VALÉRIE LE PLOUHINEC

AU DIABLE VAUVERT

De la même autrice au Diable vauvert

LA PRISON EST-ELLE OBSOLÈTE ?, essai, 2014, 2021

LES GOULAGS DE LA DÉMOCRATIE, essai, 2018, 2025

ISBN: 979-10-307-0742-7

Initialement paru en 2024 chez Haymarket Books sous le titre *Abolition. Politics, Practices, Promises*, Vol. 1.

© Angela Y. Davis, 2024.

© Éditions Au diable vauvert, 2025

Cette édition est publiée en accord avec l'Agence Deborah Druba. Tous droits réservés.

Au diable vauvert

La Laune 30600 Vauvert

www.audible.com

contact@audible.com

À Gina

Sommaire

Préface.....	9
PREMIÈRE PARTIE	
1. L'échange de prisonniers	21
2. La prison : un signe de démocratie aux États-Unis?	43
DEUXIÈME PARTIE	
3. De la prison de l'esclavage à l'esclavage de la prison.....	61
4. Du louage des détenus à la prison supermax	95
TROISIÈME PARTIE	
5. Race et criminalisation	117
6. Changer les attitudes envers le crime et le châtiment.....	139
7. Emprisonnement public et violence privée	181
QUATRIÈME PARTIE	
8. Le racisme masqué	205

9. La race, le genre et le complexe carcéro-industriel	215
---	-----

CINQUIÈME PARTIE

10. Femmes en prison	253
11. Femmes incarcérées	279
12. « Elle se bat pour son avenir »	297
 Bibliographie	345
Notes	363

Préface

Ces écrits, qui gravitent autour de la question de la prison, du complexe carcéro-industriel et de leur abolition, sont le fruit d'un effort collectif et évolutif – car fondé sur des pratiques militantes en développement – pour comprendre les processus qui sous-tendent les formes d'anéantissement perpétuelles et systématiques en place dans notre société. L'institution carcérale, alors même qu'elle révélait ses insuffisances tant comme garante de la sécurité publique que comme moyen de réhabilitation pour les détenus, a toujours argumenté en faveur de sa propre permanence.

Ces essais ayant été rédigés au cours d'une période historique très différente de l'époque actuelle, j'espère que les vues que j'y expose conservent une certaine valeur aujourd'hui. Plus précisément, j'ai l'espérance que ces écrits puissent aider les participants au mouvement et les intellectuels-activistes à bien comprendre que même s'il n'y a pas forcément de corrélation directe entre les changements que nous tentons de faire advenir par des pratiques militantes radicales et les résultats de ces pratiques, ces résultats en soi ont le potentiel de faire une grande différence et de révéler des évolutions dont, sans eux, nous n'aurions jamais perçu la nécessité.

Chacun des essais de ce recueil représente des idées et pratiques intensément collaboratives, et j’ai beau être citée comme autrice de la majorité des écrits, jamais je ne chercherais à revendiquer la seule responsabilité des pistes explorées. Si je reviens aujourd’hui à ces textes, c’est pour appréhender les avancées (et les régressions) historiques, intellectuelles et pratiques qu’ils ont facilitées. Et c’est dans cet esprit que je les propose à un plus large public.

On a vu apparaître dans la population, ces dernières années – et en particulier depuis les émeutes de 2020 consécutives au meurtre par la police de George Floyd, de Breonna Taylor et d’autres encore, trop nombreux –, une prise de conscience de l’omniprésence des institutions carcérales et des graves limites de notre capacité à imaginer d’autres moyens pour assurer la santé et la sécurité publiques. Si les forces politiques régressives s’emploient encore aujourd’hui à escamoter les preuves de cette prise de conscience, le potentiel politique annoncé par les stratégies abolitionnistes (par opposition aux stratégies réformistes) est de plus en plus reconnu – parfois même dans le discours public dominant.

Sans aller jusqu’à dire, bien sûr, que l’on se dirige réellement vers l’abolition de la prison et des structures de maintien de l’ordre, le débat public portant sur la détention des immigrés, sur le regroupement familial, sur le maintien de l’ordre en général et sur l’incarcération comme principal mode de châtiment ne peut plus continuer d’avancer main dans la main avec son partenaire naguère inévitable, la « réforme », sans que l’abolition soit reconnue comme une stratégie possible pour des lendemains plus vivables.

Cela ne signifie pas que, l’abolition ayant été pendant de si longues décennies exclue du discours dominant, nous

nous satisferions du fait que l'idée soit simplement reconnue aujourd'hui. La reconnaissance de l'abolition comme stratégie possible pour envisager les pratiques contemporaines d'emprisonnement nous permet d'avancer avec plus d'assurance nos critiques radicales de la carceralité, critiques qui révèlent l'influence persistante d'idéologies liées à des institutions prétendument défuntes. Ce moment de l'abolitionnisme – et du féminisme de l'abolitionnisme – offre de nouvelles perspectives à notre volonté de révéler en quoi des systèmes et structures répressifs qui se nourrissent de racisme, d'hétéropatriarcat et de hiérarchies de classe nous tiennent captifs du passé, nous enchaînent au capitalisme de tant de manières, et nous empêchent d'envisager collectivement un avenir socialiste.

Une grande partie des articles réunis dans ces deux volumes (un second est à paraître) témoignent de tentatives précoces pour démêler certaines intrications entre des modes de surveillance et de châtiment largement considérés comme acceptables et certains éléments de l'institution de l'esclavage. De nombreuses prisons dans le Sud – mais pas seulement celles du Sud – portent encore la marque de l'esclavage et du système de louage de détenus. À la fin du siècle dernier, en élaborant notre analyse des rapports entre esclavage et prison, nous reconnaissions que continuer à les examiner selon un angle analogique – dans le sens où les stratégies d'incarcération montrent une similitude avec l'esclavage – serait bien moins fructueux que postuler un cadre différent, non pas analogique mais généalogique. En effet, les similitudes entre les deux institutions sont bien là, mais nous gagnerons bien davantage à nous pencher sur l'histoire des idées, des idéologies et des institutions à l'origine de ces liens historiques entre esclavage et prison.

Ces textes s’emploient à expliquer comment penser de manière critique les institutions présentées comme les conditions préalables de notre existence. Par exemple, la démocratie – représentée dans le discours public comme la garante institutionnelle des droits et des libertés civiques – peut aussi être envisagée comme la condition fondatrice de la possibilité de la prison, laquelle ne peut être vue que comme une institution fondamentalement démocratique. L’emprisonnement comme châtiment consiste en la révocation des droits et des libertés démocratiques, et donc, d’un point de vue philosophique, en leur négation constitutive.

Pourquoi cette remise en question critique de la prison ? Précisément parce qu’elle nous aide à renverser les idées en vigueur sur sa permanence, son caractère ahistorique. Si les prisons en tant que structures du châtiment d’État sont produites au fil de l’histoire, et donc étroitement associées à l’avènement du capitalisme et à ses expressions politiques dans la démocratie bourgeoise – la démocratie pour une classe ascendante, mais pas pour d’autres secteurs de la société –, alors on peut s’attendre à ce qu’elles perdent de leur pertinence historique à mesure que l’histoire elle-même se transforme. Il est possible d’accompagner ce processus, et, espérons-le, de l’accélérer, par les mouvements de masse et autres types d’action politique radicale. Cette remise en cause abolitionniste des institutions carcérales de notre planète nous pousse à reconnaître que nous ne pouvons pas nous contenter d’un appel à abolir les prisons, maisons d’arrêt, centres de rétention de migrants, structures de maintien de l’ordre et autres institutions carcérales. D’ailleurs, nous qui travaillons à imaginer et élaborer des stratégies nouvelles pour produire sécurité et sûreté dans nos sociétés, nous n’y

parviendrons jamais sans réfléchir et imaginer au-delà des institutions carcérales que nous voulons abolir.

Aussi longtemps que le capitalisme racial dictera dans le monde entier des scénarios économiques relevant de l'exploitation, les conditions mêmes qui ont permis et encouragé une justice punitive continueront d'affermir la persistance de structures carcérales inspirées du racisme. Il serait donc tout à fait contradictoire d'appeler à l'abolition de la prison (et de la police) tout en adoptant des pratiques qui épargneraient entièrement la démocratie capitaliste et a fortiori le capitalisme lui-même. L'abolition, c'est un mandat pour créer de nouvelles conditions sociales, économiques et politiques qui rendront obsolète la peine carcérale. C'est un mandat pour la révolution.

Précisément parce que l'abolition est un mandat pour la révolution, ces essais visent aussi à démontrer que le genre est une catégorie analytique centrale, en juxtaposition et en croisement avec la classe et la race dans le sens où il contribue à consolider l'œuvre idéologique des institutions carcérales. Depuis la première publication de ces textes, nous avons élaboré des manières plus complexes de théoriser le genre¹. Très important : l'émergence d'un mouvement trans radical et influent nous a rendus plus profondément conscients des processus par lesquels ces institutions produisent et reproduisent systématiquement des normes réputées hors du champ de l'interrogation critique. Ces essais datent d'une époque où l'on n'imaginait pas encore à quel point les remises en question de la binarité de genre pouvaient renverser institutions et idéologies.

Le travail radical et transformateur des leaders LGBTQ des mouvements abolitionnistes a eu de vastes résonances, même en l'absence d'une conscience

spécifique de la manière dont ce leadership a accéléré des analyses plus profondes et des exigences plus puissantes. Ce n'est pas un hasard si, avant les grandes émeutes de l'été 2020, l'une des dernières campagnes politiques en date à Minneapolis (Minnesota), épicentre du mouvement, fut le combat pour la libération de CeCe McDonald, une femme trans noire incarcérée dans une prison pour hommes après s'être défendue contre un Blanc qui, contrarié de devoir partager son espace avec une personne trans, avait choisi la force et la violence pour faire passer ce message. Grâce au travail collectif des activistes de Minneapolis et de leurs alliés aux États-Unis et au-delà, CeCe fut libérée au bout de dix-neuf mois. Si je mets en avant cet épisode en particulier, c'est parce que les émeutes, médiatisées de manière simpliste comme une réaction purement spontanée au lynchage de George Floyd par la police, devaient beaucoup à cette campagne et à bien d'autres en faveur du mouvement. D'ailleurs, les manifestations monstres de l'été 2020 doivent être interprétées comme la culmination d'années, de décennies même, du travail de mobilisation réalisé par des activistes représentant un large éventail de mouvements intersectionnels.

Les lacunes sont nombreuses dans ce recueil, mais la plus importante est le rôle majeur et transformateur joué par le mouvement Free Palestine. La place centrale de la Palestine dans la théorie et la pratique de l'abolition n'est pas représentée dans ces textes, et je le regrette d'autant plus qu'en ce moment même tous les yeux du monde sont tournés vers la guerre israélienne contre Gaza et la perpétuelle occupation militaire de la Palestine. Les écrits rassemblés ici datent d'avant mon propre voyage en Palestine, en 2011, avec une délégation de femmes de couleur et d'intellectuelles-activistes

féministes autochtones². Au cours de notre visite, nous avons eu de nombreuses discussions avec des individus et des organisations sur les pratiques carcérales du gouvernement israélien et les structures carcérales de la vie quotidienne en Cisjordanie, où nous avons passé l'essentiel de notre temps. Nous avons commencé à souligner publiquement les liens étroits qui se sont tissés entre les combats antiracistes aux États-Unis (entre autres) et les combats contre les colonies israéliennes après les manifestations de 2014 contre le meurtre de Michael Brown par la police à Ferguson (Missouri). Des résistants palestiniens en Palestine ont contacté des activistes de Ferguson (dont des Américains d'origine palestinienne) pour leur signaler, comme beaucoup s'en souviennent, que les bonbonnes de gaz lacrymogène utilisées en Palestine et à Ferguson étaient de la même marque. En outre, les résistants palestiniens ont donné à leurs homologues de Ferguson des conseils utiles pour atténuer les effets délétères du gaz. En résultat de ces échanges et de bien d'autres, tout aussi importants, la Palestine est devenue une pierre de touche de l'ère Black Lives Matter. Cette affiliation est renforcée par le nombre immense de jeunes Noirs qui participent en ce moment à des manifestations quotidiennes de solidarité dans tous les États-Unis et dans le monde entier, confortant ce que disait Nelson Mandela en 1997 : « Lorsque nous tendons nos mains par-dessus les kilomètres vers le peuple de Palestine, nous le faisons en sachant pleinement que nous appartenons à une humanité qui ne fait qu'une³. »

En ce moment où je m'efforce de présenter les textes rassemblés dans ce volume, j'assiste à des rencontres internationales à Brisbane (Australie, 8-10 novembre 2023) initiées par l'organisation abolitionniste Sisters

Inside. L'organisation, fondée en 1999, fournit une variété de services à des femmes incarcérées ou qui l'ont été, tout en plaident pour la fin de l'emprisonnement des femmes, des jeunes filles et des personnes de tout genre. Comme c'est le cas dans de nombreux rassemblements ces temps-ci, un peu partout et dans de nombreux pays, ces rencontres ont mis l'accent sur l'importance de l'effort pour arrêter la guerre à Gaza et exprimer une solidarité avec le combat pour la justice en Palestine. Toutes les séances, tables rondes et autres présentations ont évoqué les territoires occupés et la convergence des luttes entre les autochtones des îles du détroit de Torres en Australie, les Maoris d'Aotearoa et la résistance palestinienne contre une forme particulièrement répressive de colonialisme qui cherche à étendre sa portée géographique et son contrôle politique en ce xxie siècle déjà avancé. Bien en vue sur la scène de l'auditorium et illustrant cette proximité, les drapeaux aborigène, maori et palestinien étaient déployés côte à côte.

Quiconque prend connaissance de cet ouvrage doit garder en tête la multitude d'écrits majeurs sur l'abolition qui ont été publiés ces vingt dernières années. J'ai la chance d'avoir pu apprendre de tous ceux que j'ai eu l'occasion de lire. Je propose ce recueil comme une modeste contribution à l'histoire des idées ayant abouti à cette littérature sur l'abolition qui s'étoffe à grande vitesse.

Je dois préciser que je n'ai pas essayé de changer les expressions parfois passées de mode, qui témoignent de la période de l'écriture. Par exemple, j'ai tendance à utiliser « Nativs américains » alors qu'aujourd'hui on dirait plutôt « Autochtones » pour mettre l'accent sur le fait que leur présence précède de plusieurs milliers

d'années l'imposition de l'identité « américaine » à cette partie du monde. Au lieu de « Latinx », une désignation encore contestée pour les personnes d'origine latino-américaine, j'emploie « Latino/a ». De surcroît, je n'avais pas encore appris à indiquer plus largement l'inclusivité en reconnaissant l'identité de genre au-delà de la binarité imposée qui a heureusement commencé à perdre de sa puissance. Nous avons en effet appris à ne pas emprisonner les identités humaines dans des concepts que nous prenions à tort pour des descripteurs neutres. Tous ces glissements montrent que nos luttes pour la liberté s'étendent au langage même que nous employons pour les représenter. Ainsi, de même que nous avons appris à ne pas emprisonner les êtres humains dans la désignation d' « esclaves » pour plutôt parler de « personnes asservies », nous appliquons la même logique à des mots comme « prisonnier », « détenu » et autres termes qui font tout pour endosser les formes mêmes de répression qu'ils désignent. D'autres changements reflètent des glissements politiques et économiques, tel le passage de « tiers-monde » à « pays du Sud » ou encore « PMA » (pays les moins avancés) – en partie parce que le « second monde » s'est dissocié du socialisme qui en faisait une menace perceptible contre le « premier monde » capitaliste.

17

Si je ne puis espérer proposer une liste exhaustive des termes qui seraient différents si j'avais mis à jour mon langage (ce qui n'aurait pas été possible sans mettre également à jour le contexte descriptif et analytique, et en définitive récrire entièrement de nouveaux essais), je tiens à reconnaître que je n'avais pas perçu à quel point les métaphores validistes sont devenues indissociables de nos modes d'expression. Il nous faudra un labeur intellectuel collectif et incessant pour parvenir, avec

le temps, à en purger notre vocabulaire. Et je tiens à redire avec emphase combien il a été gratifiant de vivre assez longtemps pour assister à des changements qui ne se sont produits que grâce au travail de fourmi réalisé par tant d'activistes, de syndicalistes et aussi, absolument, d'intellectuels-activistes, pendant des années et des vies entières – non pas pour en retirer des honneurs hypothétiques, mais pour la conscience d'avoir collectivement contribué à augmenter la portée de la liberté dans le monde.

Angela Y. Davis
Brisbane (Australie)
Novembre 2023

PREMIÈRE PARTIE

Le capitalisme, la démocratie, la prison

Chapitre 1

L'échange de prisonniers

La face cachée des droits civiques*

En réfléchissant récemment au sens de l'expression « complexe carcéro-industriel », j'ai repensé à la nouvelle de Derrick Bell *The Chronicle of the Space Traders*, qui s'ouvre sur une description de l'arrivée, le 1^{er} janvier 2000, de mille vaisseaux venus d'une planète lointaine, dont la mission est d'échanger des stocks immenses de ressources matérielles contre des corps noirs :

Ces vaisseaux gigantesques transportaient dans leurs soutes un trésor dont les États-Unis avaient terriblement besoin : de l'or, pour renflouer l'État fédéral ainsi que les administrations d'État et locales exsangues; des substances chimiques spéciales, capables de dépolluer l'environnement de jour en jour plus toxique et de le rendre aussi propre qu'avant l'arrivée des explorateurs occidentaux; et un combustible

21

* Première publication dans *Not for Sale : In Defense of Public Goods*, éd. Anatole Anton, Milton Fisk, Nancy Holmstrom (Westview Press, 2000), p. 131-144.

nucléaire absolument sans danger, pour remplacer les énergies fossiles dont les stocks étaient presque épuisés. En échange, les visiteurs ne voulaient qu'une chose : ramener sur leur astre tous les Afro-Américains vivant aux États-Unis¹.

Dans la suite de l'histoire – et pour mon propos, c'est un point crucial –, la rumeur court que les négociateurs américains essaient de passer un marché avec les Marchands de l'Espace : ils pourraient accepter l'échange pour tous ceux qui sont en prison ou dans des cités urbaines fermées, mais permettre à d'autres Noirs plus nantis de rester sur Terre. Les trafiquants d'esclaves modernes, de leur côté, ne démordent pas de leur strict critère juridique de sélection, à l'exclusion de presque toute autre catégorie de différenciation (à part l'âge et le handicap), et restent déterminés à déporter tous les individus dont le certificat de naissance les classe comme « Noirs », quels que soient leur statut économique et leur niveau de prestige social ou politique. L'échange a lieu le 17 janvier 2000, journée nationale de célébration de Martin Luther King, et, étant donné la corrélation entre identité raciale, intérêt et mémoire historique dans ce scénario, éradique en pratique la nécessité d'une telle célébration :

L'aube de la dernière Journée Martin Luther King qu'observerait jamais l'humanité illuminait un spectacle extraordinaire. Pendant la nuit, les Marchands de l'Espace avaient avancé leurs étranges vaisseaux jusque sur les plages et déchargeaient leur cargaison d'or, de minéraux et de machinerie, ce qui laissait de vastes soutes vides. Les enlevés formaient une foule sur les plages : quelque vingt millions d'hommes, de femmes et d'enfants – y compris des nourrissons –, silencieux.

Pendant que le soleil se levait, les Marchands de l’Espace leur indiquèrent d’abord de se déshabiller en ne gardant qu’un sous-vêtement; puis de s’aligner; et enfin d’embarquer dans ces soutes qui bâient dans la lumière matinale telles les « ténèbres visibles » de Milton. Les enlevés jetaient derrière eux des regards effrayés. Mais sur les dunes au-dessus des plages, les gardes U.S. veillaient, leurs fusils pointés. Il n’y avait pas de fuite possible, pas d’alternative. Tête baissée, les bras à présent liés par des chaînes minces, les Noirs quittèrent le Nouveau Monde comme leurs ancêtres y étaient arrivés².

La parabole de Bell sur « la permanence du racisme » – sous-titre du recueil qui contient la nouvelle – soulève des questions importantes et dérangeantes sur les structures matérielles, idéologiques et psychiques du racisme et plus particulièrement sur la volonté nationale de suivre une stratégie « dans laquelle le sacrifice des droits les plus élémentaires des Noirs aurait pour résultat une accumulation de bénéfices substantiels pour tous les Blancs³ ». Comme on pouvait s’y attendre, cette histoire a suscité la polémique, particulièrement chez les intellectuels réticents à critiquer les idées libérales relatives à l’histoire du progrès dans les « relations raciales » aux États-Unis, qui jugeaient le discours de Bell excessivement pessimiste et historiquement obsolète. Il y a cependant une autre façon de procéder à un examen critique de la version du racisme présentée dans sa parabole, tout en prenant au sérieux l’emphase qu’il place sur la permanence – ou au moins la persistance – du racisme, et sur le rôle de la justice dans l’établissement de cette permanence par l’institutionnalisation des idéologies racistes.

Je me dois de noter que nous pourrions soulever des questions sérieuses, comme le fait Michael Olivas, quant aux relations entre le cadre historique de l'histoire de Bell et l'histoire des Natifs américains, des Latinos et des autres populations de couleur non noires dont le statut pourrait aussi « en faire des candidats à l'ignoble échange des Marchands de l'Espace⁴ ». Dans son commentaire de la nouvelle de Bell, Olivas évoque les lois de retrait des Cherokees et d'exclusion des Chinois ainsi que le programme Bracero et l'opération Wetback. Il conclut que ces schémas d'expulsion sont une constante, toujours présente dans la politique états-unienne d'immigration des années 1990, dont le scénario résonne de manière ironique avec la parabole des Marchands de l'Espace. Olivas fait remarquer que

The Chronicle of the Space Traders n'est pas [...] trop fantastique ni invraisemblable, bien au contraire : ce scénario s'est déjà produit, et plus d'une fois, dans l'histoire de notre nation. Non seulement les Noirs ont été asservis, comme le regrette la nouvelle, mais d'autres groupes raciaux ont été conquis et éliminés, importés pour leur force de travail et interdits de participation à la société qu'ils avaient bâtie, ou expulsés quand leur labeur n'était plus considéré comme nécessaire⁵.

En extrapolant les idées de Bell pour inclure dans l'histoire les populations latino-américaine, native américaine et asiatique-américaine, ainsi que les axes de classe et de genre transversaux à l'ordre racial, on pourrait découvrir des exemples contemporains significatifs qui, de plus en plus, impliquent d'exclure de la société civile un nombre substantiel de personnes.